

Région



Provence-Alpes-Côte d'Azur

ASSEMBLEE PLENIERE
du Vendredi 17 Octobre 2014

RAPPORT N° 2

Rapport d'orientations budgétaires 2015

Intervention de :
Monsieur Pierre Paul LEONELLI

Seul le discours prononcé fait foi

Monsieur le Président,

Mes Chers Collègues,

Notre Assemblée doit examiner aujourd'hui près de 72 rapports.

Le premier d'entre eux porte sur les orientations budgétaires pour l'année à venir.

Orientations censées préparer le projet que vous nous soumettrez en Décembre.

Orientations qui dégagent une impression de malaise et de nombreuses controverses.

- Tout d'abord en ce qui concerne le contexte dans lequel elles sont formulées.
- Ensuite par le profond décalage entre vos ambitions et la réalité budgétaire.
- Enfin par les choix ou plutôt les « partis pris » en faveur d'un saupoudrage autant que d'un clientélisme électoral qui décidément restent indissociables des choix socialistes pour notre Région.

Mais commençons par le « contexte » dans lequel vous préparez le budget 2015.

Après 3 ans d'exercice sans partage du pouvoir à Paris comme en Région, il vous est de plus en plus difficile d'expliquer l'échec des socialistes dans notre pays.

Après avoir nié lors de la campagne présidentielle que la situation de la France était conditionnée par les crises successives qu'ont connues le monde et la zone Euro ; aujourd'hui vous en voyez là, la seule explication. Tiens donc !

Vous nous abreuvez donc pour ce faire de chiffres, de tableaux, de graphiques circonstanciés expliqués par « moult » commentaires.

Soit ; acceptons-en la présentation qui en est faite.

Mais ne soyons pas dupes.

Les malheurs de la France sont les malheurs de votre politique, les malheurs de la France sont les malheurs de Monsieur HOLLANDE !

Nous voyons en cela deux explications qui figurent dans vos orientations.

Elles concernent pour l'une, les recettes de la Région et pour l'autre les taux de croissance, marqueurs incontournables du dynamisme économique, fondement essentiel de tout équilibre budgétaire.

En ce qui concerne les recettes de votre budget, les désengagements financiers subis depuis deux ans par la Région ne sont plus compensés par les produits de la fiscalité régionale.

C'est là, le résultat du matraquage fiscal asséné aux Français par les gouvernements successifs de Messieurs AYRAULT ET VALLS.

Ce matraquage fiscal ayant pour pendant un ralentissement sans précédent de l'activité économique dans notre Région tout comme dans notre pays.

Depuis 3 ans, par dogmatisme idéologique, vous n'avez eu de cesse que de « détricoter » ce que votre prédécesseur avait construit.

Vous avez envoyé ainsi un signe négatif aux Français et parmi eux aux acteurs économiques.

Ce signe aggravé par les incertitudes, conséquence d'une frénésie législative sans limite qui change sans cesse les règles du jeu tant économiques que fiscales.

Vous avez ainsi désorienté les forces vives qui animent l'économie française...avec une mention spéciale dans les domaines de l'automobile et du bâtiment.

J'en veux pour preuve l'aveu d'échec de Monsieur VALLS qui s'emploie à grand peine à corriger les ravages causés par la loi DUFLOT.

Et ce n'est là qu'un exemple parmi tant d'autres.

Quant à la croissance qui est la marque la plus inquiétante de vos échecs, jugeons là sur des chiffres connus et non sur des évaluations qui changent tous les mois.

En 2013, elle était en France de 0.3% alors que la croissance mondiale affichait 3.2%. (Ce sont vos propres chiffres en page 59 de ce rapport).

Qu'est-ce que cela signifie ?

Que le monde va mieux alors que la France socialiste végète.

Toutes les explications que vous allez vous appliquer à donner fort de vos certitudes ne changeront rien au fait que la croissance économique de notre pays est 10 fois inférieure à celle de la moyenne mondiale.

Ce contexte ne présage rien d'enthousiasmant au service de vos orientations budgétaires.

Abordons-les maintenant.

Poursuivons donc le recul des moyens consacrés à vos ambitions.

Force est de constater que ce dernier budget socialiste est placé sous le sceau de l'ambition ;

D'ailleurs comment pourrait-il en être autrement dans la belle rhétorique manichéenne du parti socialiste !

A mon sens ce dernier budget socialiste est plutôt placé sous le signe du « rabot »...au moins il y a là du mouvement et de l'action.

Nous entrons ainsi dans l'ère du « rabotage »...l'ère du « rabotage » Budgétaire qui doit sans doute déjà faire regretter à vos frondeurs (il y en a bien quelques-uns sur les bancs de notre Assemblée) de siéger au sein de cette majorité de gauche qui asphyxie les Régions.

Quelques chiffres qui proviennent toujours des documents que vous nous avez communiqués.

Sur le rabotage dont le mouvement a été initié par Monsieur AYRAULT avant la belle augmentation de cadence imposée par Monsieur VALLS.

De 3 Mds € de coup de rabot pour les deux années qui viennent de s'écouler – là vous ne l'évoquez pas – **les collectivités vont subir 11 Mds € de « rabotage » pour la période 2015 à 2017 !**

Monsieur VALLS appelle cela un programme de stabilité, nous qualifierons plutôt cet ambitieux programme, de programme d'abandon.

Vous aurez beau essayer de nous expliquer que les Régions sont les moins touchées car concernées que par 12% des coups de rabot.

La première conséquence est que les communes rabotées à 58% de ces crédits et les départements à 30% vont encore plus et plus souvent solliciter les Régions pour financer leurs actions.

Et là tout comme vous l'annoncez – toujours au détour d'une phrase soigneusement placée dans un obscur paragraphe de votre rapport : « il faudra en conséquence faire preuve de sélectivité » (page 6 – 2^{ème} paragraphe), **mais soyons rassurés**

avant, le porteur du projet aura droit je cite encore...à « un dialogue renforcé et une concertation méthodique ».

Car en effet, la situation budgétaire de la Région demeure des plus préoccupantes.

Malgré les affirmations qui nous ont été faites en commission que notre budget sera doté d'un budget en équilibre nous avons les plus vives inquiétudes.

Tout d'abord parce que cette formule elliptique ne signifie rien du tout.

Qu'une collectivité présente un budget en équilibre c'est tout simplement le respect des dispositions légales et réglementaires.

Ensuite parce que ledit équilibre n'est obtenu que par un recours à l'emprunt.

Tous les indicateurs qui figurent dans ce débat sont au rouge et annoncent une très forte augmentation de l'emprunt.

Il nous est tour à tour indiqué une forte chute des recettes (dotations et fiscalité) de 4.4% par rapport à 2013 soit près de 79M€ de moins.

Une dégradation aussi importante de l'épargne brute évaluée en moyenne de 4.2% soit 50 M€ et qui sera sans doute bien supérieure avec un taux d'épargne brute chutant de 20.8% à 17.9%.

Globalement la capacité de désendettement de la Région qui s'est dégradée de 35% au cours de l'année 2014 devrait s'affaïsser sérieusement en 2015 avec un stock de dettes évalué au 1^{er} Janvier à 2.4 Mds €.

Un dernier chiffre, mes chers collègues pour évaluer le « rabotage » des crédits d'Etat.

Au budget prévisionnel 2012 les dotations et compensations de l'Etat s'élevaient à 746.5 M€. En 2015 le montant prévu devrait être de 482.4 M€.

A périmètre constant et sans aucun changement de fiscalité, l'Etat socialiste a fait chuter en l'espace de 3 ans de « raboutage » ses aides à la Région de 264.1 M€ soit un désengagement de 35%....plus du tiers de ses aides mes chers collègues !

Aujourd'hui avec l'effondrement des recettes fiscales de la Région ce sont 78.4 M€ qui manqueront au BP 2015 nous atteignons un total de 342.5 M€ de manque à gagner en terme de recette annuelles pour notre Région.

Cette somme rapportée à un budget total de l'ordre de 2 Mds € représente 17% de ressources en moins.

Comment allez-vous adapter le budget de la Région...si ce n'est par une explosion de l'emprunt et de la dette.

En effet lorsque l'on parcourt vos orientations budgétaires rien ne semble avoir changé dans l'affichage de vos actions ; toujours plus confuses et dispersées.

En revanche vous favorisez la politique du parti-pris : les politiques hors compétences articulées autour de 3 axes qui ne sont en réalité que des fourre-tout idéologiques qui ciblent les clientèles électorales plutôt que le service public.

Cette orientation, nous la refusons car elle multiplie les saupoudrages et sanctionne l'échec des politiques régionales.

Quelques exemples qui relèvent de la bonne gestion des compétences de la Région.

Le contrat de projet tout d'abord.

En Février il nous a été soumis un dernier avenant portant sur l'année dite de transition.

Le volet le plus important de ce document à savoir celui qui porte sur l'accessibilité des territoires, ni l'Etat socialiste ni la Région socialiste n'ont été en mesure de

s'engager sur son financement et aujourd'hui nous ne connaissons pas ce qui est soumis à votre politique du coup de rabot.

Oui mes chers collègues, c'est une chose de venir à cette tribune nous dire « ce n'est pas grave on a rien signé mais on continue » et c'est tout autre chose de financer les affichages.

La délégation de service public avec la SNCF !

Autre bizarrerie de votre politique. Au moins depuis 2010 l'exécutif régional dénonce et s'insurge sans pour autant obtenir de résultat...sauf peut-être de signer un protocole de qualité avec cet opérateur afin d'annuler les pénalités qu'il doit à la Région pour retourner deux ans plus tard au même point avec **des trains irréguliers, pas à l'heure et mal entretenus.**

L'égalité des territoires, enfin, passe en pertes et profits, d'une égalité d'intérêt en faveur des publics qui sont votre cœur de cible électoral.

Vous habillez tout aux couleurs du développement soutenable, de la responsabilité sociale des entreprises ou encore de l'économie sociale et solidaire,

Bien sûr qu'il faut en tenir compte ...mais votre parti pris idéologique est tel que l'économie sociale et solidaire qui pèse selon vos propres chiffres 3.4% de la totalité de l'emploi régional, bénéficie d'investissements disproportionnés dont nous pensons qu'ils représentent le tiers des aides totales en faveur des entreprises et de l'emploi.

Il y a là une rupture des principes d'équité et de justice que notre institution doit aux Provençaux Alpains et Azuréens.

Ce ne sont bien sûr que quelques exemples et bien sûr il y en a beaucoup d'autres.

Ils sont cependant révélateurs des dérives que nous voulons faire cesser dans cette Région sclérosée par 16 ans ininterrompus d'un pouvoir socialiste donneur de leçons et qui s'engluie dans son idéologie.

Je vous remercie.